

Les cinémas de centre-ville tentent de regagner du terrain

- Les deux tiers des cinémas français se situent dans des communes de moins de 20.000 habitants.
- Pourtant, un tiers des ouvertures de salles sont le fait des multiplexes souvent en périphérie.

Hubert Vialatte
—Correspondant à Montpellier
et Laurence Albert
@L_Albert

Les centres-villes seront-ils l'avenir du septième art ? Bien des élus veulent le croire, et se battent avec énergie pour moderniser et réimplanter des salles dans les villes de taille moyenne. La France reste un pays de « petits cinémas » : 56 % des établissements sont « monoécrans », selon la « Géographie du cinéma » du CNC. Les deux tiers des cinémas se situent dans des communes de moins de 20.000 habitants. La région Rhône-Alpes ne compte par exemple que 28 multiplexes sur 324 établissements. Les cinémas d'art et d'essai sont donc concernés au premier chef par la vague de rénovation et d'investissements qui frappe le cinéma tricolore. Le septième art se porte bien depuis dix ans, et les exploitants se doivent d'affecter une partie des recettes à un fonds (73 millions d'euros par an) destiné à la modernisation des salles.

Un mouvement auquel les collectivités locales sont étroitement associées. Beaucoup sont propriétaires des murs, la France comptant 500 salles municipales et des dizaines de délégation de service public. « Depuis les années 1980, le secteur public a réinvesti les cinémas, et il y a une logique très forte de coopération entre collectivités et cinémas. Ces derniers sont au cœur de la plupart des projets urbains des collectivités », assure Marc-Olivier Sebbag, le délégué général de la Fédération nationale des cinémas français. Beaucoup figurent dans les projets Cœur de ville, ce programme de l'Etat pour revitaliser le centre des bourgs. C'est le cas notamment à Sète, où l'exploitant de salles Véo, basé à Egletons (Corrèze), va ressusciter fin novembre le Palace, cinéma mythique fermé en 2011. Véo a investi 350.000 euros dans la modernisation de trois salles. « Le nouveau Palace, c'est une institution qui renaît au centre-ville », souligne François Commeinhes, maire de Sète. « Il faut empêcher la fuite des spectateurs vers Montpellier. » Il s'agit de renforcer l'offre cinématographique, quasi inexistante autour du bassin de Thau. Non loin de là, Frontignan souhaite réaliser quatre salles, toujours dans un souci collectif – mais



La France reste un pays de « petits cinémas » : 56 % des établissements sont « monoécrans », selon la « Géographie du cinéma » du CNC. Photo Marlene Awaad/NYT-Redux-RÉA

peu coordonné – de combler ce retard à l'ouest de Montpellier.

Projets à Dieppe, Castelnaudary et Andernos
Véo, qui emploie 100 salariés pour un chiffre d'affaires de 28 millions d'euros, porte d'autres projets de cinémas en centre-ville. A Castelnaudary, trois salles vont ouvrir le 6 décembre. 3 millions d'euros ont été investis, avec le soutien de la région, du département, du CNC et de la commune. « La ville a voulu implanter cet équipement en ville, sur un foncier lui appartenant. Une logique économique plus immédiate eût été de choisir un foncier au niveau de l'échangeur autoroutier », explique Jean Villa, le directeur de Véo. A Andernos, en Gironde, Véo investit 4,5 millions d'euros dans la construction d'un cinéma de quatre salles, sur un foncier cédé par la mairie. A Toulouse, l'opérateur porte deux projets, l'un dans le quartier de la

« Les Dieppois sont attachés à ce bâtiment emblématique [l'ancienne halle à tabac]. Ce projet réveille une fibre historique et sociale de notre cité. »

NICOLAS LANGLOIS
Maire de Dieppe

Cartoucherie, à travers la réhabilitation d'une ancienne halle industrielle, et l'autre à Colomiers, en zone de revitalisation urbaine.

A Dieppe, l'ancienne halle à tabac va accueillir le 15 novembre un cinéma de huit salles, moyennant 8 millions d'euros d'investissement. « Les Dieppois sont attachés à ce bâtiment emblématique. Ce projet réveille une fibre historique et sociale de notre cité », s'enthousiasme Nicolas Langlois, le maire. La ville a concédé une grosse remise à l'investisseur, Jean-Edouard Criquioche, président de Ciné Dieppe, pour le convaincre de rester en ville.

Centre-ville contre multiplexes ? Le débat est prégnant dans les agglomérations mais le rapport de force n'a pas encore tourné. En 2018, 6 des 18 ouvertures de cinéma tricolores ont été le fait de multiplexes et 6 autres d'établissements « monoécrans ». La part des multiplexes a cru de 2,4 points. ■

ID Cinéma livre des salles clef en main

La jeune entreprise qui a construit quatre équipements en deux ans, s'attaque maintenant à l'agglomération toulousaine.

Laurent Marcaillou
— Correspondant à Toulouse

C'est en construisant en 2015 le cinéma Véo de Tulle (Corrèze) que le jeune ingénieur en génie civil Henry Maître, qui travaillait chez un promoteur, a eu l'idée de son entreprise. A savoir construire des salles obscures dans les centres bourgs, en opposition aux multiplexes des zones commerciales. Depuis sa création, en 2017, à Toulouse, ID Cinéma a déjà quatre réalisations à son actif. Deux cinémas de 950 et 536 fauteuils ont ouvert à Saint-Chamond (Loire) en novembre 2018 et à Biscarosse (Landes) en mai dernier. Deux autres de 711 et 446 places ouvriront à Andernos-les-Bains (Gironde) et à Castelnaudary (Aude) à la fin de l'année, avec des particularités : le premier aura une salle mixte de cinéma et de théâtre, le second un mur de projection en plein air.

ID Cinéma est spécialisé dans les cinémas des petites villes, « dont les maires veulent montrer aux habitants que tout ne se passe pas dans les métropoles », relève Henry Maître. Mais il intervient aussi dans les grandes agglomérations. Il construira d'ici à l'été 2021 un cinéma de cinq salles à Colomiers à côté de Toulouse, d'un coût de 4,5 millions d'euros, « le premier avec une charpente en bois et des murs en terre crue ». Etil prépare un équipement de trois salles à Toulouse, qui ouvrira en 2021 dans le nouvel écoquartier de la Cartoucherie. Il a d'autres projets à l'étude. A la fois conseil, maître d'ouvrage et promoteur,

ID Cinéma propose des salles obscures clefs en main, ce qui séduit les maires.

Réseau Véo

Après avoir travaillé ensemble à Tulle, le réseau de programmation de cinémas de proximité et d'art et essai Véo, filiale du prestataire de services Sagec-Cinéma à Egletons (Corrèze), lui a commandé les salles obscures de Saint-Chamond, de Castelnaudary et de Colomiers. ID Cinéma conduit souvent des projets montés en partenariat public privé (PPP) entre la ville et l'exploitant. « Le PPP est un montage sécurisant : le privé apporte une expertise et la collectivité garde la main sur la culture, explique Henry Maître. Et l'on arrive à construire un cinéma pendant le mandat, alors que les procédures publiques sont plus longues. »

ID Cinéma, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros en 2018 avec 6 salariés, s'est spécialisé dans la reconversion de friches industrielles. A Saint-Chamond, il a construit le cinéma dans une ancienne aciérie de chars en gardant la charpente métallique. A Castelnaudary, c'est dans l'ancienne caserne Lapasset et à Toulouse, dans une halle en briques de l'ex-cartoucherie. La multiplication des multiplexes de banlieue n'est pas une fatalité, selon Henry Maître, car « les nouvelles générations cherchent davantage le co-working, la déconso-mation et la proximité. » ■

Pathé Gaumont en négociation exclusive pour acquérir CinéAlpes

Depuis septembre, Pathé est entré en négociation exclusive pour l'achat de CinéAlpes français avec 13 salles.

Gabrielle Serraz
— Correspondante à Grenoble

Le plus petit des « circuits » du cinéma français (13 cinémas, 105 écrans) s'apprête à entrer dans le giron de Pathé. Fin septembre, Pathé a signalé dans un communiqué qu'il « était entré en négociation exclusive pour l'achat de CinéAlpes auprès de Madame Evelynne Davoine, présidente de CinéAlpes, et sa famille. ». Avec ce rachat, Pathé Gaumont renforce son maillage territorial. Présent dans 42 villes en France, il va pouvoir s'implanter dans de plus petites agglomérations et revenir dans certaines villes moyennes. Déjà premier circuit de France en

termes d'entrées, Pathé Gaumont devrait aussi, selon les observateurs, redevenir le premier en nombre d'établissements avec 77 salles. L'intégration de CinéAlpes et ses 4,45 millions d'entrées lui permettront de briguer les 50 millions de spectateurs annuels, soit le quart de la fréquentation française.

Créée en 1939 à Bourg-Saint-Maurice en Savoie, par Gérard Davoine, père de l'actuelle présidente, CinéAlpes avait, au fil des ans tissé sa toile. Initialement implanté en Savoie, il avait profité du lancement des grandes stations de Tarentaise comme les Arcs ou Val d'Isère la Plagne pour se développer. Puis, le groupe avait été l'un des premiers à investir dans les multiplexes – avec d'abord un établissement, dès 1998 à Quetigny (près de Dijon) et dernièrement à Tours. Depuis dix ans, CinéAlpes avait abandonné ses salles en Savoie et s'était positionné comme leader

dans plusieurs agglomérations (Brest, Clermont Ferrand, Dijon et Macon). Il avait de nouveaux projets à Dijon, Brest, au Creusot et à Montceau-les-Mines. Le groupe, qui employait 180 salariés, a enregistré un chiffre d'affaires de 54 millions d'euros en 2018.

Valeurs communes

« Pathé et CinéAlpes, toutes deux sociétés familiales, partagent des valeurs communes », rappelle Aurélien Bosc, président des Cinémas Pathé Gaumont, qui souligne que « pour l'avenir, ces deux sociétés ont une démarche semblable autour de l'expérience spectateur en investissant dans les nouvelles technologies et en particulier dans des salles IMAX Laser. » Le projet « fait sens parce qu'il permet de mutualiser les moyens et les coûts, d'augmenter les finances pour investir afin de moderniser les salles. Des investissements toujours plus

élevés en raison de l'offre cinéma qui doit se démarquer de la télévision par sa valeur ajoutée en termes d'image haute définition et 3D », abonde Isabelle Chaboud, professeur associé d'analyse financière du MSc (Master of Science Management) à Grenoble. Le projet d'acquisition de

CinéAlpes avait profité du lancement des grandes stations de sports d'hiver de Tarentaise pour se développer.

CinéAlpes est soumis à la consultation des instances représentatives du personnel. Line Davoine, elle, reste prudente : « Tant que la signature définitive n'a pas eu lieu, je ne souhaite pas m'exprimer. » ■

9

MILLIONS D'EUROS
Le chiffre d'affaires en 2018 d'ID Cinéma, avec 6 salariés.